

Les conséquences de l'Évasion fiscale

D'une manière générale, l'évasion fiscale est basée sur une concurrence déloyale exercée par des pays comme les paradis fiscaux où les taux d'imposition sont très faibles, voire nuls. Résultat, cela aboutit à priver de ressources les pays qui ont permis la production de la richesse. Cela aboutit à un **détournement de revenus publics qui grèvent les capacités d'un état**, comme les États du Sud privés des recettes qui auraient pu être affectées à leur développement et qui s'endettent.

(Cf. John Adam 1790 « il y a 2 manières de conquérir et d'asservir une nation : l'une est par les armes, l'autre est par la dette »)

La Grèce en est un exemple : **la dette, fruit d'une mauvaise gestion du pays par les dirigeants autant que le fruit d'une stratégie bancaire d'endettement du pays a quasiment abouti à tuer l'État.** Les mémorandums imposés par les banques européennes (BCE en tête) ont conduit à l'appauvrissement de la population, à la privatisation des services publics, à la mainmise des capitaux étrangers sur le pays, et à la soumission du pays aux injonctions de la Troïka (BCE, FMI et Commission européenne).

Au niveau d'un pays comme la France, de tradition sociale, inclusive, les conséquences de l'évasion fiscale sont multiples :

– budgétaires

Il manque au moins 80 milliards d'euros de pertes de recettes par an pour le budget donc pour financer l'action publique.

– sociales

L'évasion fiscale se traduit par une forte pression sur la redistribution sociale avec la dégradation de la qualité et de la quantité de services publics.

Elle produit une baisse du revenu national disponible et une baisse du niveau de vie . et nourrit les inégalités de revenus, de patrimoines, territoriales, sociales, etc.

– environnementales

L'évasion fiscale nuit au financement de la transition écologique et empêche d'investir pour l'avenir ;

– **économiques** la fraude fausse l'activité économique, puisque les fraudeurs sont artificiellement plus « compétitifs » et dégagent frauduleusement un supplément de bénéfice supérieur aux agents économiques honnêtes qui subissent une concurrence déloyale ne dégagent plus les marges de bénéfice suffisantes pour vivre de leur travail. (Personnes morales et/ou physiques) (Cf concurrence entre les éleveurs de poulets africains mis en concurrence avec le poulet belge -bcp moins cher- qui a tué la filière africaine)

– et démocratiques

la fraude à l'impôt favorise l'iniquité fiscale entre les contribuables et produit donc un sentiment d'injustice . Cela nourrit la crise démocratique et l'affaiblissement du consentement à l'impôt, pilier de la vie en démocratie.

Enfin, ces transferts financiers numériques de + en + complexes favorisent l'opacité et donc le blanchiment d'une masse importante de fonds qui proviennent de la corruption, des trafics illicites. Développement de l'argent sale et des comportements voyous néfastes à la société.

– Risque de régularisation de l'évitement fiscal (*on magnifie déjà l'optimisation fiscale - dont l'utilité sociale est moins certaine que celle du contribuable- par un joli terme à connotation positive*).

A considérer l'évasion fiscale comme un élément légal du système financier, on accepte de remettre en cause le principe de l'impôt, on met en péril le système de redistribution de la richesse nationale indispensable au fonctionnement d'une société organisée, protectrice de tous ses membres. On met en péril ce qui fait société ... *Et on instaure la jungle. C'est ce qui se passe en Haïti, où l'État a entièrement fondu dans les mains des financiers. (Moi, je dis : « Adieu l'État, Bonjour Mafia ! »)*

Qui sont les responsables de la fraude fiscale ?

Répondre à cette question est plus complexe qu'il n'y paraît.

Les agents économiques (ménages, entreprises) qui évitent illégalement l'impôt sont évidemment les principaux responsables puisqu'ils mettent en pratique une **fraude qui leur bénéficie directement**. *(300 très riches familles françaises au cœur d'un scandale financier en mars dernier au Canada où ont atterri leurs avoirs issus d'un précédent paradis fiscal en Asie)*

Mais la chaîne de responsabilité de la fraude fiscale, directe et indirecte, est longue... Dans les décisions fiscales qu'il prend, **un gouvernement devrait en théorie** tenir compte des risques de contournement et adapter tout à la fois sa législation fiscale et l'organisation de son contrôle. Ne pas le faire engage donc sa responsabilité.

Et bien évidemment, **l'action de banques, d'institutions financières, de cabinets d'affaires, de comptables ou encore d'avocats** est également décisive dans l'élaboration de la fraude, dans sa facilitation et dans la gestion du produit de la fraude, voire dans son blanchiment.
